

## BOLLORÉ ASSIGNÉ EN JUSTICE PAR GETMA-NECOTRANS POUR CONCURRENCE DELOYALE

Étape importante dans le contentieux ouvert par l'éviction soudaine et brutale du Groupe GETMA-NECOTRANS du Port de Conakry le 8 mars 2011 et son remplacement immédiat par son concurrent, le Groupe Bolloré, GETMA-NECOTRANS a assigné Bolloré devant le Tribunal de Commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour concurrence déloyale et parasitisme.

NECOTRANS a réuni dans son dossier volumineux de nombreux éléments qui démontrent que, par des manœuvres et des intrigues incessantes, Bolloré a incité l'Etat guinéen à prendre à son encontre des décisions aussi illégales qu'infondées, et cela à seule fin de se substituer au concurrent qui l'avait devancé lors d'un appel d'offres international pour la gestion du Terminal à Conteneurs du Port de Conakry.

La chronologie des événements ayant conduit à la résiliation arbitraire de la Concession attribuée à GETMA-NECOTRANS témoigne clairement des agissements de concurrence déloyale dont le Groupe Bolloré s'est rendu coupable au détriment de GETMA-NECOTRANS.

### I – LES FAITS PARLENT D'EUX-MÊMES

#### **1) Les ambitions déçues du Groupe Bolloré à Conakry**

Pendant plusieurs années, les Groupes français NECOTRANS et BOLLORÉ ont été associés, par l'intermédiaire de leurs filiales locales respectives et au sein du GIE « Conakry Terminal Services (CTS) », à la gestion de la manutention des conteneurs au Port Autonome de Conakry.

- Mais début février 2008, le Groupe Bolloré décide de jouer « cavalier seul » et entreprend des démarches insistantes auprès du Gouvernement guinéen en vue de se faire attribuer, à lui seul, la Concession du Terminal à Conteneurs du Port de Conakry par une procédure « de gré à gré », c'est-à-dire sans appel à la concurrence.

Malgré tous ses efforts, le Groupe n'obtient pas satisfaction car une telle procédure aurait été contraire à la loi guinéenne n° L/97/012/AN, imposant un appel d'offres international dans le cas où plusieurs investisseurs sont susceptibles de présenter des propositions pour un projet de ce type. En outre, les Institutions financières internationales, apportant leur aide aux pays en développement, exigent le recours aux appels d'offres internationaux dans de tels cas.

- Un appel d'offres international est donc lancé en avril 2008. Il enregistre les propositions de plusieurs grands groupes : Africamarine TCB, Bolloré, GETMA International-NECOTRANS et APM Terminals (Groupe Maersk).

Analyse et classement des offres sont assurés par la Commission Nationale des Grands Marchés (les documents d'analyse comparée sont disponibles). Getma International, étant le mieux-disant, est sélectionnée. Le 22 septembre 2008, la Convention de Concession est signée entre elle, le Port Autonome de Conakry et le Ministre des Transports. Aucun recours n'est engagé par les concurrents écartés contre cette désignation.

## 2) Les manœuvres du Groupe Bolloré

- Très dépité d'avoir d'abord échoué à obtenir une Concession « de gré à gré », puis d'avoir été devancé par GETMA dans l'appel d'offres, le Groupe Bolloré entreprend presque aussitôt des démarches officieuses pressantes auprès du Président guinéen de l'époque, le Général Lansana CONTÉ, pour faire remettre en cause la convention signée. Il obtient qu'une lettre, datée du 4 décembre 2008, soit adressée par le Secrétaire Général de la Présidence de la République au Ministre des Transports lui demandant de différer l'entrée en vigueur de la Convention.
- Le 22 décembre 2008, le Ministère des Transports adresse une lettre en ce sens au Directeur Général du Port. Le même jour, le Président Lansana CONTÉ meurt.
- Allant au-delà des instructions données, le Directeur Général du Port fait voter par son Conseil d'Administration une résolution demandant « l'annulation pure et simple de la Convention de Concession ».
- A noter que les représentants de GETMA n'ont été ni entendus ni même informés d'aucune de ces initiatives. Ce n'est que postérieurement que toutes les pièces mentionnées ci-dessus ont pu être récupérées. Elles figurent au dossier et sont consultables.
- A la suite du décès du Président Lansana CONTÉ, le 22 décembre, une junte militaire, dirigée par le Capitaine Moussa Dadis CAMARA, s'empare du pouvoir.  
Dès le 3 janvier 2009, une délégation du Groupe Bolloré conduite par M. Dominique LAFONT, Directeur Général de « Bolloré Africa Logistics », obtient d'être reçue par le Capitaine Dadis CAMARA. Son objectif est toujours de faire annuler la Convention de Concession attribuée à GETMA.
- Le Groupe Bolloré ne parvient pas à obtenir du nouveau Pouvoir l'annulation de la convention, mais il obtient du Capitaine CAMARA un décret prescrivant qu'elle soit « suspendue jusqu'à nouvel ordre », de même que « toute procédure judiciaire tendant à l'annulation de la dite convention ». Un réexamen des conditions dans lesquelles la Concession a été attribuée, des dispositions de la Convention elle-même et des capacités de GETMA à assumer la gestion du Terminal est alors entrepris par les Autorités guinéennes. Pour la première fois, les représentants de GETMA sont auditionnés et mis en mesure de s'expliquer.  
A l'issue de ce réexamen, le nouveau Chef de l'Etat prend, le 9 avril 2009, un nouveau décret annulant la mesure de suspension. GETMA peut enfin débiter l'exécution de la Convention de Concession.



### **3) La revanche de Bolloré**

Les événements politiques survenant en Guinée offrent alors au Groupe Bolloré l'occasion de prendre sa revanche sur les échecs successifs des manœuvres qu'il avait tentées précédemment.

Après des troubles graves ayant causé de nombreuses victimes à Conakry, le Capitaine CAMARA est l'objet d'un attentat dans lequel il est gravement blessé et écarté du pouvoir. Le Général Sékouba KONATÉ prend la direction de la junte et s'engage à organiser une élection présidentielle dans laquelle ni lui ni aucun membre de la junte ne sera candidat.

Au 1<sup>er</sup> tour de scrutin, organisé le 27 juin 2010, le candidat arrivé en tête est M. Cellou Dalein DIALLO (43,69 % des voix), suivi par M. Alpha CONDÉ (18,25% des voix).

Au 2<sup>ème</sup> tour, organisé le 7 novembre 2010, M. Alpha CONDÉ est proclamé élu, avec 52 ,52 % des suffrages.

A noter que M. Alpha CONDÉ est un ami personnel de longue date de M. Vincent Bolloré, qui l'avait notoirement aidé pendant les années où il était l'opposant historique du régime guinéen. De surcroît, c'est l'agence de communication EURO RSCG, appartenant à la branche « Média » du Groupe Bolloré, qui a réalisé sa campagne électorale.

### **4) Le coup de force du 8 mars 2011**

- 8 mars 2011 : signature par le nouveau Président guinéen, M. Alpha CONDÉ, d'un décret résiliant brutalement et sans préavis la Convention de Concession du Terminal à Conteneurs de Conakry, attribuée le 22 septembre 2008 pour 25 ans à la Société GETMA International, filiale du Groupe français NECOTRANS.
- Le soir même, lecture du décret au journal télévisé de la Télévision d'Etat et envoi d'un détachement militaire qui prend possession des bureaux et installations du Groupe NECOTRANS, et expulse les salariés présents.
- 9 mars 2011 : nouveau décret présidentiel prononçant la réquisition « pour 60 jours au moins » du personnel et des matériels appartenant à GETMA International.  
Les équipes du Groupe Bolloré, arrivées quelques jours avant à Conakry, prennent aussitôt possession de l'ensemble des installations et s'installent dans les bureaux.

Ainsi, de 2008 à 2011, le Groupe Bolloré n'a jamais cessé de multiplier les manœuvres tendant à obtenir des diverses Autorités guinéennes qui se sont succédées qu'elles décident, au mépris de toute légalité, d'évincer le concessionnaire qui avait remporté l'appel d'offres international. Ces agissements sont constitutifs d'actes de concurrence déloyale.

## **II – LES AGISSEMENTS DE CONCURRENCE DELOYALE POUR LESQUELS BOLLORÉ EST POURSUIVI EN JUSTICE :**

L'assignation du Groupe Bolloré devant le Tribunal de Commerce de Nanterre pour concurrence déloyale s'appuie sur des motifs juridiques précis, tirés des règles du droit commercial et de la jurisprudence des tribunaux, notamment :

- La désorganisation de l'activité commerciale d'un concurrent par des moyens déloyaux. Entre dans cette catégorie d'infractions le fait, pour une société bénéficiaire d'une Concession après la rupture du contrat accordé au concessionnaire précédent, d'utiliser le fichier de clientèle de ce dernier, ses systèmes informatiques, ses documents et archives de toutes natures. En l'espèce, les équipes de Bolloré se sont installées dans les bureaux de GETMA-NECOTRANS à Conakry dès le lendemain de l'irruption des militaires et ont été en situation de pouvoir utiliser tous les équipements et tous les documents qui s'y trouvaient.
- Le débauchage du personnel :  
Profitant du décret de réquisition du personnel et des matériels de GETMA-NECOTRANS pris par le Président CONDÉ le 9 mars 2011, le Groupe Bolloré a instantanément utilisé le personnel du concessionnaire évincé.
- Les actes de dénigrement, c'est-à-dire le fait de jeter le discrédit sur un concurrent par la diffusion d'informations malveillantes :  
Après son échec à l'appel d'offres international en 2008 et dans le but de faire résilier la Concession attribuée à GETMA-NECOTRANS, le Groupe Bolloré s'est attaché à dénigrer sans relâche, non seulement auprès des Autorités guinéennes mais aussi en public et par voie de presse, les compétences et les travaux de GETMA-NECOTRANS dans l'exploitation du Terminal à Conteneurs de Conakry.

Après la résiliation de la Convention de Concession, et devant les réactions suscitées par cette opération sans précédent, le Groupe Bolloré a multiplié les déclarations publiques, notamment par la voix de M. Dominique LAFONT, Directeur Général de « Bolloré Africa Logistics », affirmant, sans la moindre preuve, que le concessionnaire évincé n'avait pas été capable de respecter les obligations auxquelles il était tenu par la Convention de Concession.

De nombreuses déclarations du Groupe Bolloré en ce sens ont été versées au dossier.

Cette campagne de dénigrement a causé ainsi un dommage très grave à la réputation du Groupe GETMA-NECOTRANS, au mépris de la vérité. Il suffit de relever, à cet égard, qu'en dépit d'une situation politique, sociale et sécuritaire très troublée entre 2008 et 2011, le trafic sur le Terminal à Conteneurs de Conakry est passé durant cette période de 75 000 à 120 000 conteneurs par an. Il faut aussi indiquer qu'à aucun moment les Autorités guinéennes (la Direction du Port Autonome et le Gouvernement) n'ont émis la moindre critique ni même la moindre interrogation sur le fonctionnement de la Concession, alors que la Convention de Concession leur en donnait la possibilité.



- Le parasitisme économique :

C'est le fait pour une entreprise de s'installer « dans le sillage » d'une autre, en profitant des efforts et des investissements réalisés par celle-ci.

Or, le Groupe GETMA-NECOTRANS a directement et indirectement investi 21 millions d'euros dans l'aménagement du Terminal à Conteneurs de Conakry depuis qu'il a pu réellement exploiter sa concession, somme à laquelle il faut ajouter le versement d'un ticket d'entrée de 15 millions d'euros régulièrement versé à l'Etat guinéen lors de la signature de la Convention de Concession.

Du fait de la résiliation illégale de la Convention, GETMA-NECOTRANS n'a pas été en mesure d'amortir les investissements qu'elle a pourtant réalisés.

Le Groupe Bolloré, qui bénéficie de ces investissements, n'a jamais envisagé d'indemniser GETMA-NECOTRANS à ce titre.

- La complicité du manquement contractuel :

En droit, le tiers (personne privée ou personne morale) qui se rend complice de la violation d'un engagement contractuel par l'une des parties au contrat voit sa responsabilité se combiner avec celle du contractant fautif.

Dans le cas du Terminal de Conakry, le Groupe Bolloré avait parfaitement connaissance des termes du Contrat de Concession liant GETMA-NECOTRANS à l'Etat guinéen. Il s'est rendu complice de la violation de son engagement contractuel par l'Etat guinéen, et cela d'autant plus que la résiliation de la Convention de Concession était d'évidence illégale puisqu'elle avait été décidée sans respecter les procédures prévues par la Convention elle-même et sans qu'à aucun moment GETMA-NECOTRANS n'ait été mise en demeure de remédier à un supposé manquement à ses obligations.

### **III – GETMA-NECOTRANS DEMANDE REPARATION**

La résiliation brutale de la Convention de Concession du Terminal à Conteneurs du Port de Conakry, prononcée par le Président guinéen sur les instances du groupe Bolloré, a causé un préjudice considérable à GETMA-NECOTRANS dont les principaux éléments comprennent :

- La perte des investissements réalisés depuis l'attribution de la concession jusqu'à l'éviction ;
- La gestion de la crise ouverte par la rupture de la Convention de Concession (rapatriement immédiat du personnel expatrié, et, cinq mois plus tard, du matériel, frais d'avocats, d'administration et de communication, etc....) ;
- La perte des profits normalement attendus de l'exploitation de la concession portuaire sur la durée restant à courir jusqu'à son terme prévu dans la convention ;
- L'atteinte à l'image et à la réputation du groupe GETMA-NECOTRANS par le dénigrement public réitéré de ses capacités par le groupe Bolloré ;
- L'audit demandé au Cabinet d'expertise indépendant PRICEWATERHOUSE COOPERS pour évaluer le préjudice subi par GETMA-NECOTRANS à ces divers titres ;

**Au total**, ce Cabinet d'expertise a chiffré le préjudice global à la somme de **99.669.336 €uros**. C'est la somme qui est réclamée au groupe Bolloré dans l'assignation qui lui a été délivrée devant le Tribunal de Commerce de Nanterre.

#### **OBSERVATIONS COMPLÉMENTAIRES :**

- 1) Tous les faits rapportés ci-dessus sont corroborés par des documents justificatifs remis au Tribunal de Commerce de Nanterre dans un dossier qui comporte en annexe 113 pièces jointes (toutes consultables sur demande).
- 2) L'assignation du groupe Bolloré pour concurrence déloyale (seule analysée dans la présente note d'information) est indépendante des instances introduites par le groupe GETMA-NECOTRANS contre l'Etat guinéen pour rupture abusive d'une convention et pour violation des règles de droit (les dispositions de la Convention de Concession elle-même, les lois guinéennes applicables en l'espèce, les règles du droit commercial international).

Ces instances ont été introduites devant deux Institutions spécialisées dans le règlement des différends entre un opérateur privé et un Etat, à savoir :

- La Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) des pays adhérents au traité de l'OHADA, dont la Guinée, cette Cour siégeant à Abidjan ;
- Le Centre International de Règlement des Différends (CIRDI), dépendant de la Banque Mondiale et siégeant comme celle-ci à Washington.

#### **CONTACT PRESSE :**

**Madame Françoise BARQUIN**  
**01 42 73 18 36**  
**frbarquin@lobbycom.fr**